

## PROTECTION CIVILE DE AÏN-DEFLA

# Plus d'efficacité pour répondre aux exigences

**L'année 2011 a vu la Protection civile de Aïn Defla investir dans la formation du personnel et les équipements pour être à la hauteur des missions qui lui sont confiées, à savoir prévenir, assister et secourir.**

Chaque semaine, des opérations de simulation de sinistres de différents types sont organisées de jour comme de nuit. Les sapeurs-pompiers sont soumis à des entraînements leur permettant d'améliorer leurs compétences, et d'utiliser au mieux le matériel moderne dont ils sont dotés.

Ces entraînements visent aussi, selon le directeur de cette institution, M. Hassani, «à développer les réflexes, augmenter les capacités des agents afin que l'organisation des secours ne souffre de discordance car la vie de citoyens en dépend».

Mercredi dernier, une démonstration de fonctionnement et de manipulation d'une échelle mécanique de 32 m de hauteur, soit l'équivalent d'une dizaine d'étages, a été organisée dans la

cour de l'école de formation de Aïn Defla.

Cette échelle télescopique autotractée permet à une équipe de 5 hommes en plus du manipulateur d'atteindre différentes hauteurs, d'éteindre des incendies et d'évacuer des victimes au moyen d'une nacelle à double commande.

Le prix d'un tel équipement dépasse les 4 milliards de centimes. 10 directions de wilaya viennent d'en être dotées.

Les cadres officiers et les ingénieurs sont appelés à suivre des périodes de recyclage et de post-graduation.

Par ailleurs, depuis déjà une année, un programme de formation de secouristes bénévoles a été entamé. Durant l'année écoulée, 463 secouristes âgés entre 21 ans et 50 ans ont suivi des stages



Photo : Samir Sid

de formation aux «gestes qui sauvent» de 21 jours pour chacune des 4 promotions, stages couronnés par un diplôme à valider chaque année lors des sessions de perfectionnement.

Les effectifs connaissent aussi une augmentation. En ce début d'année, à la wilaya de Aïn Defla sont attribués 100 postes budgétaires à répartir entre les 10 unités de la Protection civile.

Cependant, la direction de la Protection civile de Aïn Defla

souffre de l'absence totale de médecin. Il semble que ce corps soit boudé par le corps médical puisque très peu de médecins postulent au concours ouvert chaque année. On peut affirmer que c'est le seul corps où l'offre est supérieure à la demande.

Sur le plan organisationnel, la direction de la Protection civile qui gère 10 unités dans 9 daïras, les 4 autres étant en voie de réalisation, vient d'installer un centre de coordination des opérations auquel

toutes les unités sont reliées par télécommunication, lui-même est relié aux directions des autres wilayas et au Centre de coordination national d'Alger.

Pour permettre aux citoyens de signaler tout sinistre, un numéro vert, le 14, gratuit est mis à leur disposition 24h/24.

Toutefois, le service de réception se trouve confronté à 3 problèmes.

Primo, les appelants n'arrivent pas à donner les coordonnées précises de l'endroit signalé, surtout de nuit, par manque de signalisation sur les axes routiers, même sur l'autoroute, ce qui n'est pas, il faut le reconnaître, sans ralentir l'intervention des secours.

Secundo, la difficulté tant pour les corps de sécurité que pour les équipes de la Protection civile d'accéder à l'autoroute, les obligeant à faire des détours parfois de 30 km par manque d'échangeurs. Aussi, des accès réservés sont-ils souhaités.

Tertio, les appels malveillants qui encombrant les lignes d'appel. Pour ce qui est de la couverture totale des 14 daïras de la wilaya, on estime qu'elle sera atteinte à la fin 2014, les projets étant en cours de réalisation ou en voie de lancement.

Karim O.

### MOSTAGANEM

## Incendie à la pharmacie de Hadjadj

Le feu a ravagé, vendredi aux alentours de 4h, une pharmacie publique située au centre du village. Le feu qui s'est vite propagé a eu raison des médicaments achalandés dans les étagères, du mobilier et des documents. Les dégâts auraient été même plus importants sans l'intervention rapide des sapeurs-pompiers qui ont maîtrisé la situation malgré une épaisse fumée.

Au stade où en sont les investigations, l'on ignore encore si le feu s'est déclaré accidentellement ou s'il est d'origine criminelle. A signaler que cet incendie intervient après que de jeunes oisifs du village en proie à la colère ont protesté ces derniers jours pour réclamer la libération des personnes incriminées dans des actes de dégradation des édifices publics lors d'une émeute et demander aussi du travail.

A. B.

### BÉJAÏA

## Rassemblement des salariés de l'ETDE devant la wilaya

Une centaine de travailleurs de l'Entreprise des travaux d'électricité (ETDE) de Béjaïa, sans salaire depuis dix-sept mois, ont observé, dans la matinée de jeudi, un rassemblement devant le siège de la wilaya. Les travailleurs réclament la reprise de leur entreprise par l'Etat ainsi que le paiement de leurs arriérés de salaires et de leurs indemnités, conformément, indique-t-on, au décret exécutif du gouvernement.

Des travailleurs protestataires rencontrés sur les lieux de la manifestation expliquent que le décret exécutif stipule que les entreprises publiques rachetées par les travailleurs peuvent être reprises par l'Etat dans le cas où celles-ci font face à des difficultés financières. Ils notent que leur entreprise est dans le même cas. L'entreprise en question a été reprise il y a quelques années par ses travailleurs mais elle se trouve dans l'incapacité d'honorer ses engagements financiers.

A. K.

## Trois individus détournent 13 tonnes de soja

La police judiciaire a procédé la semaine écoulée à l'arrestation de trois individus présumés impliqués dans un vol de marchandises au port de Béjaïa. Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, les trois acolytes ont détourné pas moins de 13 tonnes de soja qu'un importateur local avait acheté d'Argentine. Le groupe de malfaiteurs se compose d'un technicien de l'entreprise portuaire de Béjaïa, d'un employé de la boîte importatrice du soja, d'un chauffeur et d'un expert maritime actuellement en fuite, précise la police.

Présentés au parquet de Béjaïa, ils ont été placés en détention en attendant leur comparution devant le juge.

A. K.

### OUM-EL-BOUAGHI

## Le directeur de l'EPH Ibn Sina écroué

**Dans l'affaire de l'EPH Ibn Sina d'Oum-El-Bouaghi qui a fait couler beaucoup d'encre, le juge d'instruction près la cour d'Oum-El-Bouaghi a ordonné, il y a deux jours, la mise en détention provisoire du principal accusé en la personne de A. S., directeur de l'établissement hospitalier, ainsi que la mise sous contrôle judiciaire de l'économe, la responsable des finances et des moyens, le chargé du trésor et un prestataire de l'établissement.**

Tout ce monde cité précédemment est accusé de dilapidation de deniers public à hauteur de 30 milliards de cts. Cette affaire qui a été rapportée par *le Soir d'Algerie* remonte au début de l'année dernière, lorsque une lettre anonyme est parvenue aux services judiciaires dénonçant des passations de marchés douteux et autres irrégularités dans la gestion de

l'EPH Ibn Sina. Le dossier est remis par la justice à la brigade de recherche de la gendarmerie qui ouvre une enquête, faisant ressortir un nombre important de marchés conclus en contradiction avec le code des marchés publics. Les éléments de l'enquête font aussi état d'acquisition exagérée d'équipements.

Les responsables de cet établissement ne se sont pas limités à ces dépassements, puisqu'ils ont aussi opéré des recrutements anarchiques selon l'enquête, ce qui a mis l'EPH dans une difficulté financière sans précédent. Depuis, plusieurs commissions d'enquête s'y sont relayées, le ministère de tutelle, la DSP et ont tous abouti aux mêmes résultats impliquant les gestionnaires de l'EPH.

Le ministère de tutelle a décidé de prendre une mesure administrative suspendant le directeur de ses fonctions et nommant un chef de service pour s'occuper de la gestion courante de l'hôpital.

M. C.

### TIZI-OUZOU

## Plusieurs cybercafés fermés à Maâtkas pour non-conformité

**Les services de sécurité ont procédé tout récemment à la fermeture de plusieurs cybercafés dans la circonscription de Maâtkas en raison de la non-conformité de ces établissements à la nouvelle réglementation régissant ce genre d'activité.**

Tout le monde aura été pris de court dans cette opération, particulièrement les innombrables férus du Net qui sont contraints d'aller voir ailleurs pour se connecter.

Il convient de souligner que de nombreuses dispositions doivent être observées dans ces endroits tels que les plans d'aménagement où doivent exister des issues de secours, des sanitaires, des moyens de lutte anti-incendies, des aérations...

La nouvelle réglementation est également motivée par la lutte contre la cybercriminalité, croit-on savoir dans les milieux avertis. Pour l'heure, au niveau des communes de Maâtkas et de Souk-El-

Ténine, tous les propriétaires s'attellent à effectuer toute la paperasse nécessaire pour s'y conformer, surtout que désormais pour exploiter un cybercafé, c'est toute une enquête commodo-incommodo qui devra être lancée par le président de l'APC de la collectivité concernée ; autrement dit, un cybercafé est un établissement classé d'utilité publique régi par une réglementation qui devra être observée à la lettre.

Amayas Idir